Procédure civile
2014/2015

Licence 3 – Amphi A-K –

Faculté de Droit –
Université de Strasbourg

Cours de : Franck MACREZ,
Maître de Conférences au CEIPI
(Centre d'Études Internationales de la Propriété Intellectuelle)
Université de Strasbourg

Plan de cours et bibliographie indicative

Plan sommaire

Introduction générale
§1 : La notion de procédure civile
§2 : Les caractères de la procédure civile
§3 : Les sources de la procédure civile

Partie I : La juridiction
Chapitre I : Les critères de compétence
Section I : Les critères de compétence d'attribution
Section II : Les critères de compétence territoriale
Chapitre II : Le régime de la compétence
Section I : Les extensions de compétence
Section II : Le règlement des incidents de compétence

Partie II : L'action
Chapitre I : La notion d'action
Section I : La définition de l'action
Section II : La classification des actions
Chapitre II : Le régime de l'action
Section I : L'existence de l'action
Section II : L'exercice de l'action

Partie III : L'instance
Titre I : Les règles générales de l'instance
Chapitre I : La théorie de l'instance
Chapitre II : L'acte juridictionnel
Titre II : Les voies de recours
Chapitre I : La théorie générale des voies de recours
Chapitre II : Les règles propres à chaque voie de recours

Plan détaillé

Introduction générale
- §1 : La notion de procédure civile
  - A.– Droit sanctionnateur et droit servant
  - B.– Procédure civile ou droit judiciaire privé
- §2 : Les caractères de la procédure civile
  - A.– Le caractère formaliste du droit judiciaire privé
    - 1.- Justifications
    - 2.- Tempéraments
  - B.– Le caractère impératif de la procédure civile
- §3 : Les sources de la procédure civile
  - A.– Les sources nationales
    - 1.– Le Code de procédure civile
      - a.- Les prémices
      - b.- La Constitution de 1958
      - c.- Du NCPC au CPC
    - 2.– Les autres sources nationales
      - a.– Le droit écrit
      - b.– La jurisprudence
        - La jurisprudence du Conseil constitutionnel
        - La jurisprudence du Conseil d'État
        - La jurisprudence des juridictions judiciaires
      - c.– La doctrine
  - B.– Les sources communautaires et européennes
    - 1.– Les sources communautaires
    - 2.– Les sources européennes

Partie I : La juridiction

Chapitre I : Les critères de compétence

- Section I : Les critères de compétence d'attribution
  - §1 : Les règles attributives de compétence par juridictions
    - A.– La compétence d'attribution des juridictions de droit commun
      - 1.– La compétence d'attribution du TGI
        - a.- La compétence générale du TGI
          - Plénitude de juridiction
          - Matière mobilière ou personnelle. Articulation avec le TI et la juridiction de proximité.
        - b.– La compétence exclusive du TGI
          - Etat des personnes et droit de la famille
          - Matière immobilière (R. 211-4, 5°).
          - Reconnaissance et exécution
          - Autres compétences spéciales
        - c.– La compétence exclusive du président du TGI
          - Juge du provisoire
          - Juge du fond
          - Juge de l'exécution
      - 2.– La compétence d'attribution de la Cour d'appel
        - Compétence de principe : juge du second degré
        - Compétence comme juge du premier degré
    - B.– La compétence des juridictions d'exception
      - 1.– La compétence du tribunal d'instance
        - a.– La compétence générale du tribunal d'instance
        - Nature du litige

- Valeur de la demande
b.– Les compétences spéciales du tribunal d'instance
- Compétence spéciale en dernier ressort jusqu'à 4000€ et à charge d'appel au delà
- Compétence en matière d'injonction de payer et de faire (art. 1406 et 1425-1 CPC)
- Compétences diverses
2.– La compétence de la juridiction de proximité
a.– La compétence générale des juridictions de proximité
b.– Les compétences particulières des juridictions de proximité
3.– La compétence du tribunal de commerce
- Les litiges entre commerçants
- Les litiges relatifs aux sociétés commerciales
- Les litiges relatifs aux actes de commerce par la forme
- Les entreprises artisanales et commerciales en difficulté
4.– La compétence du conseil des prud'hommes
- Principe
- Exclusions
§2.– L'évaluation de la valeur en litige
A.– Les règles générales d'évaluation de la valeur en litige
1.- Principe : montant de la demande
2.- Hypothèse des demandes indéterminées
B.– Les règles spéciales d'évaluation en cas de pluralité de demandes
1.– La pluralité de demandes initiales
a.– La demande est formée par un seul demandeur contre un seul adversaire
- Principe (art. 35, al. 1 CPC)
- Exception (art. 35, al. 2 CPC)
b.– Les demandes sont formées par plusieurs demandeurs ou contre plusieurs défendeurs
- Principe
- Exception (art. 36 CPC)
2.– La pluralité par adjonction de demandes incidentes
a.– Le traitement légal des demandes multiples au regard du taux de compétence
b.– Le traitement légal des demandes multiples au regard du taux de ressort
Section II : Les critères de compétence territoriale
§1 : Le principe de la compétence du tribunal du défendeur
A.– Les personnes physiques
B.– Les personnes morales
C.– Pluralité de défendeurs
§2 : Les exceptions au principe
A.– Les options de compétence
1.– Les options légales de compétence
a.- Art. 46 CPC : possibilité pour le demandeur de saisir le tribunal du défendeur ou une autre juridiction
b.- Art. 47 CPC : le risque de conflit d'intérêt
2.– Les options jurisprudentielles de compétence
a.- Election de domicile (domiciliation)
b.- Procédure de référé ou sur requête
B.– Les compétences exclusives
- Matière réelle immobilière
- Matière successorale
- Matière d'assurance
- Action en intervention forcée et en garantie incidente
Chapitre II : Le régime de la compétence
Section I : Les extensions de compétence
§1 : La prorogation légale de compétence
A.– L'extension de compétence aux moyens de défense
1.- Principe : le juge de l'action est le juge de l'exception.

2.- Exception : la question préjudicielle
a.– Les questions préjudicielles générales
b.– Les questions préjudicielles spéciales
B.– L'extension de compétence aux demandes incidentes
§2 : La prorogation conventionnelle de compétence
A.– La prorogation de compétence matérielle
1.- Principe de l'interdiction
2.- Limites à l'interdiction
B.– La prorogation territoriale de compétence
Section II : Le règlement des incidents de compétence
§1 : Le règlement des incidents de compétence en première instance
A.– L'incompétence de la juridiction
1.– Les conditions de mise en œuvre de l'exception d'incompétence
a.– L'incompétence soulevée par les parties
- Art. 74 CPC : l'exception soulevée in limine litis
- Art. 75 CPC : Motivation du moyen d'incompétence
b.– L'incompétence soulevée par le juge
- Règles générales
- Incompétence d'attribution.
- Incompétence territoriale (art. 93 CPC).
2.– Les effets de l'exception d'incompétence
a.– La déclaration d'incompétence
- Extinction de l'instance
- Renvoi avec désignation de la juridiction compétente
b.– La déclaration de compétence
B.– La litispendance et la connexité
1.– L'exception de litispendance
a.- Notion
b.- Régime
2.– L'exception de connexité
§2 : Le règlement des incidents de compétence devant la Cour d'appel
A.– Le contredit
1.– Les hypothèses de mise en œuvre du contredit
2.– Le régime du contredit
a.– La procédure de contredit
- Procédure devant la juridiction qui a rendu la décision
- Procédure devant la Cour d'appel
b.– La décision de la Cour d'appel
B.– L'appel
1.– Les conditions de l'appel
2.– Les effets de l'appel
a.- La décision de première instance est rendue en premier et dernier ressort
b.- La décision de première instance est rendue en premier ressort et à charge d'appel

Partie II : L'action
Chapitre I : La notion d'action
Section I : La définition de l'action
§1 : La distinction de l'action et des notions connexes
A.– L'action et le droit substantiel
1.– La distinction entre l'action et le droit substantiel
2.– Les limites à la distinction entre le droit et l'action
B.– L'action et la demande en justice
§2 : La nature de l'action
A.– Un droit subjectif processuel ou une prérogative légale ?
B.– Les difficultés résiduelles

Section II : La classification des actions
§1 : Les actions réelles, personnelles et mixtes
A.- Action réelle et action personnelle
1.- Distinction
2.- Conséquences de la distinction
B.- Action mixte
1.- Notion
2.- Conséquences
§2 : Les actions mobilières et immobilières
Chapitre II : Le régime de l'action
Section I : L'existence de l'action
§1 : L'intérêt à agir
A.– La définition de l'intérêt à agir
B.– Les caractères de l'intérêt à agir
1.– Un intérêt né et actuel
a.– Les actions préventives
- Principe : irrecevabilité
- Exception: les actions conservatoires
b.– Les actions déclaratoires
2.– Un intérêt légitime
3.– Un intérêt personnel
§2 : La qualité à agir
A.– La qualité résultant d'un intérêt personnel à agir (actions banales)
B.– La qualité résultant d'une restriction au droit d'agir (actions attitrées)
C.– La qualité résultant d'une extension du droit d'agir (actions en défense d'un intérêt déterminé)
1.– La défense de l'intérêt général
2.– La défense de l'intérêt collectif
a.– Action collective des syndicats
b.– Action collective des associations
c.– Action d'une personne physique dans un intérêt collectif
3.– La défense de l'intérêt d'autrui
a.– La défense de l'intérêt d'autrui par un groupement
- Action des syndicats dans l'intérêt individuel d'un salarié
- Action des associations dans l'intérêt individuel de leurs membres
- Action en représentation conjointe de certaines associations (art. L. 422-1 et s. Ccons)
b.– La défense de l'intérêt d'autrui par une personne physique
- Action oblique
- Action sociale ut singuli
Section II : L'exercice de l'action
§1 : Les conditions d'exercice de l'action
A.– L'énumération des conditions d'exercice de l'action
1.– La capacité d'agir
2.– Le pouvoir d'agir
B.– La sanction des conditions d'exercice de l'action
1.– La sanction de l'exercice irrégulier de l'action
2.– La sanction de l'exercice abusif ou dilatoire de l'action
a.– Les dommages et intérêts
b.– L'amende civile
§2 : Les modalités de mise en œuvre de l'action
A.– La demande en justice
1.– La demande initiale
a.– La définition
b.– Les effets
- Les effets processuels
- Les effets substantiels

2.– Les demandes incidentes
a.– La demande reconventionnelle (reconvention)
b.– L'intervention
- L'intervention volontaire
- L'intervention forcée
c.– La demande additionnelle
B.– Les moyens de défense
1.– Les défenses au fond
a.– Notion
b.– Régime
2.– Les exceptions de procédure
a.– Notion
b.– Régime
3.– Les fins de non recevoir
a.– Notion
b.– Régime

Partie III : L'instance

Titre I : Les règles générales de l'instance

Chapitre I : La théorie de l'instance

Section I : Le lien juridique d'instance
§1 : Les parties à l'instance
§2 : La représentation des parties à l'instance
A.– Le principe de la représentation à l'instance
- Article 18 CPC : les parties peuvent se défendre elles-mêmes sous réserve des cas dans les lesquels la représentation est obligatoire.
- Article 19 CPC : les parties choisissent librement leur défenseur.
B.– Le régime de la représentation à l'instance
Section II : Les principes directeurs du procès civil
Sous-section I : Les rôles respectifs du juge et des parties
§1 : Le principe d'initiative
A.– La conduite de l'instance
1.– Le rôle des parties
a.– L'existence de l'instance
b.– Le déroulement de l'instance
2.– Le rôle du juge
a.– Le devoir de veiller au bon déroulement de l'instance
b.– Accroissement des pouvoirs de contrainte du juge : l'astreinte
B.– Les incidents d'instance
1.– Les incidents relatifs au déroulement de l'instance
a.– L'administration de l'instance
b.– L'arrêt momentané de l'instance: interruption et suspension
2.– Les incidents relatifs à l'extinction de l'instance
a.– L'extinction de l'instance à titre accessoire : désistement et acquiescement
b.– L'extinction de l'instance à titre principal: désistement et péremption
§2 : La maîtrise de la matière litigieuse et du droit
A.– La maîtrise de la matière litigieuse
1.– La détermination de l'objet du litige
a.– Le rôle des parties dans la détermination de l'objet du litige
b.– L'indisponibilité de l'objet du litige pour le juge
2.– La détermination des faits litigieux
a.– L'allégation des faits
b.– La preuve des faits
B.– La maîtrise du droit
1.– Le contrôle du droit par le juge
a.– Le devoir général de statuer en droit (art. 12, al. 1)

b.– Le devoir de qualifier (art. 12, al. 2 ab initio)
c.– Le pouvoir du juge de requalifier (art. 12, al. 2 in fine) et de soulever d'office des moyens de droit (art. 12, al. 3)
2.– Les limites aux pouvoirs du juge
a.– Les limites aux principes directeurs du procès civil
b.– Les limites ponctuelles
Sous-section II : Le principe de la contradiction
§1 : Le principe de la contradiction entre les parties
A.– Le principe
1.– L'information du défendeur
2.– Le débat contradictoire
B.– L'exception
§2 : Le principe de la contradiction à l'égard du juge
A.– Le principe
B.– Les limites au principe
Chapitre II : L'acte juridictionnel
Section I : La notion d'acte juridictionnel
§1 : Les critères de l'acte juridictionnel
A.– Les critères organiques et procéduraux
B.– Le critère tiré de l'autorité de la chose jugée
C.– Le critère tiré de l'existence d'un litige
D.– Une conception renouvelée
§2 : Les actes non juridictionnels
A.– Les mesures d'administration judiciaire
B.– Les mesures visant à la résolution du litige sans contrôle en droit
1.– Le jugement en amiable composition
2.– Le jugement de donner acte ou le jugement d'expédient
Section II : Le régime de l'acte juridictionnel
Sous-section I : Les effets de l'acte juridictionnel
§1 : Le contenu des effets de l'acte juridictionnel
A.– L'effet substantiel du jugement
B.– L'effet procédural du jugement
§2 : Le moment de la production des effets de l'acte juridictionnel
Sous-section II : Les attributs de l'acte juridictionnel
§1 : L'autorité de la chose jugée
A.– La portée de l'autorité de la chose jugée
1.– Le contenu de l'autorité de la chose jugée
a.– L'autorité négative de la chose jugée
b.– L'autorité positive de la chose jugée
2.– Le caractère relatif de l'autorité de la chose jugée
3.– Le caractère progressif de l'autorité de la chose jugée
B.– Le domaine de l'autorité de la chose jugée
1.– Les décisions concernées par l'autorité de la chose jugée
2.– Le domaine formel de l'autorité de la chose jugée
C.– La sanction de l'autorité de la chose jugée
§2 : Le dessaisissement du juge
A.– Le principe du dessaisissement
B.– Les limites au dessaisissement
1.– Les cas d'aménagement
a.– L'interprétation du jugement
b.– L'erreur ou l'omission matérielle
c.– L'infra ou l'ultra petita
2.– Le régime des aménagements
§ 3 : Le jugement : titre exécutoire
A.– Les conditions de l'exécution
1.– Les conditions de fond

2.– Les conditions de forme
B.– Les modalités de l'exécution
C.– Le moment de l'exécution
1.– L'exécution provisoire facultative
2.– L'exécution provisoire de droit
3.– Le délai de grâce
Section III : La classification des jugements
§1 : La distinction des jugements contentieux et gracieux
A.– Les jugements contentieux (rappel)
B.– Les jugements gracieux
1.– La matière gracieuse
2.– Le régime des décisions rendues en matière gracieuse
§2 : Le contentieux du provisoire
A.– L'ordonnance de référé
1.– Le domaine du référé
2.– Le régime du référé
a.– L'instance en référé
b.– L'ordonnance du juge
B.– L'ordonnance sur requête
1.– Le domaine de la procédure sur requête
2.– Le régime de la procédure sur requête
3.– La nature de la procédure sur requête
Titre II : Les voies de recours
Chapitre I : La théorie générale des voies de recours
Section I : La notion de voie de recours
§1 : La classification des voies de recours
A.– Les voies de recours ordinaires et extraordinaires
1.– Le principe
2.– Les limites
B.– Les voies de rétractation et de réformation
§2 : La définition de la voie de recours
Section II : Les règles communes à toutes les voies de recours
§1 : Les conditions d'ordre subjectif
§2 : Les conditions d'ordre objectif
Chapitre II : Les règles propres à chaque voie de recours
Section I : Les voies de recours ordinaires
§1 : L'appel
A.– Le droit d'appel
1.– Les jugements susceptibles d'appel
2.– Les sujets du droit d'appel
a.– L'appel principal
b.– L'appel incident
c.– L'appel en présence de plusieurs parties
d.– Les tiers à la première instance intervenant à l'instance d'appel
B.– Les effets de l'appel
1.– L'effet suspensif
a.– Conditions du recours
b.– La décision du juge
2.– L'effet dévolutif de l'appel : principe et évolutions
a.– Le principe de l'effet dévolutif
b.– Effet dévolutif et voie d'annulation
c.– Effet dévolutif et voie d'achèvement
§2 : L'opposition
A.– Le droit d'opposition
B.– L'instance en opposition

Section II : Les voies de recours extraordinaires
- §1 : La tierce opposition
  - A.– Le domaine de la tierce opposition
  - B.– Le régime de la tierce opposition
- §2 : Le recours en révision
  - A.– L'objet du recours en révision
  - B.– Le régime du recours en révision
- §3 : Le pourvoi en cassation
  - A.– La nature du pourvoi en cassation
  - B.– L'ouverture du pourvoi en cassation
    - 1.– Les jugements susceptibles d'une autre voie de recours
    - 2.– La concentration du pourvoi en cassation
  - C.– Les effets du pourvoi en cassation
    - 1.– Le contenu du pourvoi
    - 2.– L'étendue du contrôle opéré par la Cour de cassation
      - a.– Le contrôle des questions de droit
      - b.– Le contrôle des questions de fait
    - 3.– Le contenu de la décision de la Cour de cassation
      - a.– Les arrêt de rejet
      - b.– Les arrêts de cassation

Éléments de bibliographie

I.- Ouvrages généraux

CADIET, LOÏC, NORMAND, JACQUES et AMRANI MEKKI, SORAYA
- *Théorie générale du procès*, Puf, coll. « Thémis droit privé », 2ème éd., Paris, 2013
GUINCHARD, SERGE et AUTRES (COLLECTIF)
- *Droit processuel - Droits fondamentaux du procès*, Dalloz, 7ème éd., Paris, 2013 (8ème éd. À paraître – janv. 2015)
JEULAND, EMMANUEL
- *Droit processuel général*, LGDJ, coll. « Domat - droit privé », 3ème éd., Paris, 2014
L. CADIET (DIR.)
- *Dictionnaire de la justice*, PUF, Paris, 2004
MOTULSKY, HENRI
- *Droit processuel général*, Montchrestien, Paris, 1973

II.- Ouvrages spéciaux

CADIET, LOÏC et JEULAND, EMMANUEL
- *Droit judiciaire privé*, LexisNexis, coll. « Manuels », 8ème éd., Paris, 2013
CHAINAIS, CÉCILE, FERRAND, FRÉDÉRIQUE et GUINCHARD, SERGE
- *Procédure civile – Droit interne et droit de l'Union européenne*, Dalloz, coll. « Précis - droit privé », 32ème éd., Paris, 2014
DOUCHY-OUDOT, MÉLINA
- *Procédure civile*, Gualino, coll. « Master Pro », 6ème éd., Paris, 2014
FRICERO, NATALIE et JULIEN, PIERRE
- *Procédure civile*, L.G.D.J., coll. « Manuel », 5ème éd., Paris, 2015
HÉRON, JACQUES et LE BARS, THIERRY
- *Droit judiciaire privé*, LGDJ, coll. « Précis - Domat », 5ème éd., Paris, 2012